

CHAPITRE 4 – Essor et déclin des puissances : un regard historique

De 1299 à 1922, l'Empire ottoman, qui à son apogée s'étendait sur trois continents, fut l'une des plus importantes constructions impériales de l'histoire. La fin de la Première Guerre mondiale conduisit à son démantèlement. La Russie, quant à elle, est l'héritière de l'Union soviétique. De la décomposition de l'URSS en 1991 à nos jours, elle s'est transformée au prix de ruptures brutales. Elle tente depuis de se reconstruire et de réaffirmer sa puissance.

Cours. Histoire de l'Empire ottoman, de sa naissance au XVIII^e siècle (p.116-117)

Comment l'Empire ottoman est-il devenu l'une des plus grandes puissances de l'histoire moderne ?

I Une principauté devenue empire

A - Une longue et lente édification

C'est en Anatolie, à partir de la fin du XIII^e siècle, que se constitue un État ottoman. Dans ce territoire fragmenté politiquement entre Byzantins chrétiens et Turcs musulmans, ce qui n'est encore qu'une petite principauté d'origine nomade impose sa domination aux autres principautés turques de la région. Les premiers souverains ottomans rassemblent leurs forces et lancent les ghazi (combattants de la foi) à la conquête de l'Empire byzantin.

La prise de Constantinople en 1453 est un véritable coup de tonnerre en Europe. La capitale chrétienne tombe finalement, après 55 jours de siège, sous les coups de l'artillerie ottomane. Cette retentissante victoire, célébrée par les Ottomans comme celle de l'islam sur la chrétienté, signe la fin de l'Empire byzantin.

B - La première puissance de Méditerranée

L'État ottoman constitue désormais un véritable empire. La prise de Constantinople par les armées de Mehmed II (1451-1481) a permis en effet d'opérer la jonction entre l'Anatolie et les Balkans et de réaliser ainsi l'unité territoriale et politique dans la continuité d'une logique impériale. Les sultans se retrouvent à la tête d'un vaste

territoire unifié et compact du Danube à l'Euphrate.

Au XVI^e siècle, l'Empire est à l'apogée de sa puissance et de sa splendeur. Les sultans ayant assuré leur domination sur la mer Noire cherchent à contrôler les circuits commerciaux qui relient l'océan Indien à la Méditerranée. Sous Sélim Ier (1512-1520) et Soliman le Magnifique (1520-1566), les conquêtes se poursuivent en direction de l'Azerbaïdjan, de l'Égypte, puis de l'Afrique du Nord et du Golfe persique. Soliman s'empare, en treize campagnes militaires, de l'Europe balkanique. Ses armées échouent toutefois devant Vienne (1529). L'Empire ottoman s'étend désormais sur trois continents.

II Empire européen, empire musulman : des logiques impériales

A - Diriger et contrôler l'empire

Le sultan réside à Constantinople (Istanbul) et concentre entre ses mains l'autorité politique et religieuse. Son pouvoir puise dans l'héritage impérial romain (*imperator*), turc (*khan*) et islamique. Maître de l'Empire, chef de l'armée, il est, aux yeux des musulmans sunnites, le *padishah* (empereur) de l'Islam. Son pouvoir repose sur le droit islamique et le droit séculier (non religieux). Ainsi, Soliman le Magnifique était d'abord désigné comme le « législateur », soucieux de la bonne gestion de l'empire.

L'administration est centralisée. Le sultan gouverne à travers un conseil impérial, le Divan, dirigé par un grand vizir qu'il nomme et peut destituer quand bon lui semble. Dans les provinces, l'administration territoriale, qui connaît des variations régionales, est calquée sur l'organisation de l'armée.

B - Un empire cosmopolite et multiconfessionnel

La politique ottomane est marquée par la volonté de gérer pacifiquement l'empire.

Les Ottomans ont pourtant détruit les États conquis, massacrant ou asservissant leurs habitants. Mais assurer la pérennité d'un tel empire implique de laisser des marges d'autonomie nécessaires aux provinces et de s'accommoder de pouvoirs locaux. De fait, jusqu'à la fin du XVI^e siècle, les révoltes sont rares : pour l'essentiel, la paix règne au sein de l'Empire.

À l'image d'Istanbul, cité cosmopolite et polyglotte, l'Empire est composé d'une mosaïque de populations qu'il s'efforce d'intégrer. Peuplé majoritairement de musulmans, et fidèle à la tradition islamique, l'Empire accorde aux juifs et aux chrétiens le statut de dhimmi : protégés par le sultan, ils restent cependant des sujets de second rang. Quant aux cadres de l'armée et de l'administration, comme les janissaires ou les grands vizirs, souvent originaires des Balkans, ils sont « ramassés » dans le cadre du devchirmé.

III L'inéluctable déclin ?

A - Un empire sur la défensive

L'Empire ottoman, devenu un sérieux concurrent pour les commerçants occidentaux, est vécu comme une menace pour la chrétienté. Les puissances européennes, inquiètes de dépendre des intermédiaires turcs, tentent d'ouvrir de nouvelles routes commerciales et se tournent vers l'Atlantique. En 1571, le pape appelle à la croisade contre les Turcs : lors de la bataille de Lépante, Espagnols et Vénitiens détruisent la flotte ottomane. Si la défaite reste un événement mineur pour les Ottomans, elle inaugure un repli sur la Méditerranée orientale.

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, les armées ottomanes, qui peinent désormais à recruter, multiplient les revers. Les échecs, comme le siège de Vienne en 1683, aggravent la situation financière et s'accompagnent de la signature de traités désormais défavorables. À Karlowitz (1699), l'Empire cède plusieurs territoires européens, dont la Hongrie.

B - L'affaiblissement du système impérial

L'Empire doit également affronter des révoltes internes. En 1622, pour la première fois, un sultan (Osmân II) est déposé et exécuté. Malgré un renouveau sous la dynastie de vizirs Köprülü (de 1656 à 1703), les défaites s'enchaînent. La guerre à l'extérieur est désormais quasi-permanente, notamment contre la Russie qui annexe la Crimée en 1783.

L'Empire ottoman se retrouve aux marges de l'Europe. Pénalisé par l'absence de véritable dynamique capitaliste, éloigné du nouveau centre de gravité de l'économie mondiale centrée sur l'Atlantique, il voit son retard s'accumuler. L'idée de déclin inéluctable est toutefois à nuancer. Rongé par des problèmes de corruption, l'État ottoman tente de réformer l'armée, de trouver de nouvelles ressources et de s'ouvrir à cette Europe qui a pris l'ascendant.

Jalon. L'Empire ottoman à son apogée : au siècle de Soliman le Magnifique (p. 118-119)

Au siècle de Soliman le Magnifique, l'Empire ottoman connaît l'une des périodes les plus fastes et brillantes de son histoire. Ses conquêtes, menées par une immense armée, en font l'une des puissances majeures et redoutées de son temps. Solidement organisé, l'Empire ottoman, musulman et cosmopolite, semble pouvoir renouer avec le rêve impérial d'une puissance universelle.

Comment, au siècle de Soliman le Magnifique, l'Empire ottoman s'impose-t-il comme une puissance majeure à vocation universelle ?

Doc 2 p. 118 : Une gestion pragmatique des territoires conquis

La bataille de Mohács s'avéra être l'un des événements les plus importants de l'histoire européenne du début du XVI^e siècle puisqu'elle conduisit à la confrontation directe entre Ottomans et Habsbourg, les deux puissances principales de l'époque dans l'est de l'Europe centrale [...]. Après la conquête de Buda en 1541, le but principal d'Istanbul était de sécuriser militairement la province et d'organiser son administration. [...] Comme dans les autres provinces, les terres hongroises conquises furent divisées [...]. Ensuite, Istanbul ordonna le renforcement des forts d'importance stratégique à la frontière [...]. Les réalités géopolitiques, tout particulièrement la force armée des garnisons de la frontière hongroise, limitaient considérablement l'autorité d'Istanbul en ce qui concernait l'administration, la taxation et la juridiction, ce qui conduisit à l'exercice en commun du pouvoir et de la taxation par les Hongrois et les Ottomans. La plupart des villages sous l'autorité ottomane avaient deux seigneurs, un sipahi ottoman et un propriétaire hongrois, et payaient des taxes à tous les deux.

Gabor Ágoston, « La frontière militaire ottomane en Hongrie »,

Histoire, économie & société, vol. 34, n° 3, 2015, p. 36-53.

Doc 3 p. 119 : Une alliance stratégique avec la France contre les Habsbourg

Cette lettre de 1526 inaugure une alliance diplomatique franco-ottomane qui s'accompagne en 1535-1536 de la signature de traités de capitulations assurant une liberté de commerce et de circulation aux non musulmans dans l'Empire ottoman.

Moi qui suis l'Empereur des puissants empereurs, le prince des princes, le distributeur des couronnes des Rois qui sont assis sur les trônes du monde, l'ombre de Dieu sur les deux terres, le possesseur de la mer blanche¹ et de la mer noire, le souverain de l'Asie et de l'Europe [...], vous avez fait savoir que l'ennemi s'est emparé de votre pays, que vous étiez actuellement en prison², et vous avez demandé ici aide et secours pour votre délivrance [...]. Il n'est pas étonnant que des Empereurs soient défaits et deviennent prisonniers. Prenez donc courage, et ne vous laissez pas abattre. Nos glorieux ancêtres et nos illustres aïeux (que Dieu illumine leur tombeau) n'ont jamais cessé de faire la guerre pour repousser l'ennemi et conquérir des pays ; et moi-même aussi, marchant sur leurs traces, j'ai soumis toutes les saisons des provinces.

Lettre de Soliman au roi de France, François Ier, février 1526.

1. Mer Méditerranée.

2. Charles Quint, roi d'Espagne et empereur germanique, avait fait prisonnier François Ier.

Doc 4 p. 119 : Istanbul, cité cosmopolite

La ville est habitée principalement de Turcs, puis de Juifs infinis, c'est-à-dire de marranes¹ qui ont été chassés d'Espagne, Portugal et Allemagne, lesquels ont enseigné aux Turcs tout artifice de main² ; [...] aussi il y a force Grecs du pays et plusieurs marchands chrétiens étrangers qui trafiquent par tout le pays du Levant, c'est-à-dire Vénitiens, Florentins [...], bien peu de Français et plusieurs autres, lesquels habitent tous en une petite ville qu'ils appellent Galata ou Péra, éloignée de Constantinople environ de deux traits d'arc ; et au milieu passe un grand canal de la mer qui est le port de Constantinople estimé le plus grand, le plus sûr, le plus beau et le plus aisé qui soit au monde [...]. Il se voit aussi à Constantinople au-delà du canal un certain lieu contenant 92 grandes voûtes où sont toutes les galères [...] et autres vaisseaux, à couvert sur le bord de la mer, lequel ils appellent arsenal.

Jean Chesneau, Le Voyage de M. d'Aramon,

ambassadeur pour le roi de France au Levant, 1566.

1. Juifs convertis de force au christianisme mais continuant à pratiquer en secret.

2. Techniques.

Cours. L'Empire ottoman, du XIX^e siècle à la fin de la Première Guerre mondiale (p. 120-121)

Comment la dislocation de l'Empire ottoman a-t-elle donné naissance à une Turquie indépendante ?

I L'Empire ottoman entre crises et réformes

A - L'Empire ottoman et la « question d'Orient »

Au XIX^e siècle, l'Empire ottoman connaît des troubles incessants. Pourtant, sa vitalité est incontestable : à la fin du XVIII^e siècle, son territoire couvre encore 3 millions de km² et contrôle, par les détroits (Bosphore, Dardanelles), l'accès à la Méditerranée orientale. Mais il est soumis aux forces centrifuges des provinces et aux crises politiques.

L'Empire est également l'enjeu de luttes d'influence entre puissances européennes. Leurs visées impérialistes portent atteinte à son intégrité territoriale. Ainsi, lors de la guerre de Crimée (1853-1856) contre la Russie, il ne doit sa survie qu'à l'intervention britannique et française. Mais il le paie de sa souveraineté : lourdement endetté et forcé de s'ouvrir économiquement, « l'homme malade de l'Europe » voit s'aggraver l'ingérence européenne dans ses affaires.

B - La voie ottomane vers la modernité : l'heure des réformes

Hanté par le sentiment du déclin, l'urgence d'un « temps nouveau » est proclamée. Les sultans, confrontés à l'affaiblissement de leur pouvoir dont le centre glisse du Palais à la Sublime Porte, veulent se mettre à l'heure occidentale et doter l'État

de nouvelles institutions. De 1839 à 1876, un vaste programme de réformes (Tanzimat) introduit notamment la propriété privée et l'égalité devant la loi de tous les habitants. En 1876, Abdülhamid II promulgue une constitution libérale.

Ces réformes, dont l'effet reste limité, sont portées par les profondes transformations que connaît l'Empire. La scolarisation et la presse permettent l'émergence d'une opinion publique, l'essor urbain s'accompagne de la formation d'une classe moyenne et d'une élite progressiste. La fin du XIX^e siècle voit se développer le télégraphe, les liaisons maritimes et, grâce aux capitaux étrangers, le chemin de fer. La première ligne, Smyrne-Aydin, est inaugurée en 1866.

II Reculs territoriaux et essor des nationalismes

A - Un territoire qui rétrécit

Sous l'effet des interventions européennes et des velléités autonomistes, l'Empire voit son territoire se réduire. La Russie prend le contrôle des protectorats géorgiens (1806-1811). L'Égypte dès 1805 et la Serbie en 1829 acquièrent une large autonomie. En 1830, alors que la France s'empare d'Alger, la Grèce obtient son indépendance. L'Empire est également fragilisé au Moyen-Orient, notamment par les ambitions égyptiennes.

D'autres territoires suivent bientôt. Le Liban (1860) et à la Crète (1868) obtiennent leur autonomie. Surtout, après une nouvelle défaite face aux Russes, le Congrès de Berlin (1878) ampute l'Empire de presque toutes ses dernières provinces européennes et d'un cinquième de sa population. La Tunisie devient un protectorat français (1881) et l'Égypte passe sous contrôle britannique (1882).

B - L'équilibre impérial fragilisé

Les difficultés accélèrent l'éclosion du nationalisme. Le sentiment de forger une nation arménienne, kurde, ou arabe, met à mal l'ottomanisme. Pour rétablir son autorité, Abdülhamid II supprime en 1878 la constitution octroyée deux ans plus tôt. Exerçant un pouvoir autoritaire appuyé sur l'islam, il réalise que l'Empire est amené à se replier sur l'Anatolie. Le massacre de plus de 100 000 Arméniens en 1894-1896 participe de sa volonté d'homogénéiser ce territoire.

En 1908, le sultan est confronté à un putsch. Les Jeunes-Turcs du Comité Union et Progrès (CUP) souhaitent un État fort dominé par l'élément national turco-musulman. Ils considèrent les minorités chrétiennes comme un obstacle à leur volonté de « régénérer » l'Empire. La Bulgarie profite de cette révolution pour proclamer son indépendance et l'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie-Herzégovine.

III La fin de l'Empire ottoman

A - L'Empire en guerre

L'entrée des Ottomans dans la Grande Guerre en novembre 1914 est la continuation des désastreuses guerres balkaniques (1912-1913) à l'issue desquelles l'Empire avait perdu les Balkans. Le CUP – qui isole le sultan et instaure une dictature en 1913 – cherche une alliance stratégique et se tourne vers l'Allemagne. Mais la guerre débute par des revers. En janvier 1915, la défaite de Sarikamiş contre les Russes sert de prétexte au déclenchement du génocide des Arméniens accusés de les soutenir : entre 1,2 et 1,5 millions d'entre eux sont assassinés.

Obligé de se battre sur plusieurs fronts, l'Empire ottoman doit affronter les tentatives des puissances de l'Entente pour le démanteler. La révolte arabe de 1916, encouragée par la Grande-Bretagne, se solde par la perte de ces provinces. Pour les populations, prises en tenaille entre famine et répression, c'est l'heure de la rupture avec l'Empire.

B - De la défaite à la disparition

Vaincus, les Ottomans signent l'armistice de Moudros le 30 octobre 1918. L'Empire, qui a perdu près de 800 000 soldats, est exsangue. Son territoire occupé est démantelé par le traité de Sèvres (1920). Les troupes nationalistes de Mustafa Kemal refusent la situation, appellent à désobéir au gouvernement ottoman et se lancent à la reconquête du pays : c'est la guerre d'Indépendance (1919-1922).

La prise de Smyrne et l'évacuation des Dardanelles signent la victoire de la nouvelle Turquie, entérinée par le traité de Lausanne en 1923. La monarchie ottomane est supprimée (le dernier sultan s'enfuit) et, le 29 octobre 1923, la République est proclamée. Un an plus tard, le califat est symboliquement aboli et avec lui six siècles d'histoire ottomane.

**Jalon. La disparition de l'Empire ottoman au lendemain de la
Première Guerre mondiale (1918-1923 (p. 122-123)**

L'Empire ottoman sort vaincu de la Première Guerre mondiale. La défaite, les règlements de paix avec les puissances alliées victorieuses et les tensions internes accélèrent son démembrement. La reconquête du pays par les troupes de Mustafa Kemal conduit à la naissance de la Turquie.

Comment la Première Guerre mondiale conduit-elle à la fin de l'Empire ottoman et à la naissance de la Turquie ?

Doc 2 p. 122 : Les revendications arméniennes et kurdes¹

Nos deux nations ont les mêmes intérêts et poursuivent le même but, à savoir leur libération et leur indépendance [...]. Nous sommes donc entièrement d'accord pour demander ensemble, à la conférence de la Paix, la constitution, selon les principes des nationalités², d'une Arménie unifiée et indépendante et d'un Kurdistan indépendant avec l'assistance d'une grande puissance, désignée après avoir entendu le vœu de nos nations respectives pour accorder à nos pays son aide technique et économique pendant la période de reconstruction.

Lettre commune des représentants kurde et arménien

à la conférence de la Paix, 1919.

1. Kurdes : populations non turques, majoritairement musulmanes, de l'Empire ottoman.
2. Principes affirmant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en se constituant en États indépendants sur leur territoire.

Doc 4 p. 123 : Forger une nation turque

Le Nutuk est un discours fleuve prononcé par Mustafa Kemal du 15 au 20 octobre 1927 dans lequel il retrace l'histoire de la libération de la Turquie depuis 1919.

Accepter le protectorat d'une puissance étrangère, c'est s'avouer dénué de toutes les qualités que doit posséder une nation, c'est reconnaître sa faiblesse, son incapacité. Comment croire en effet que l'on puisse se donner un maître étranger, à moins d'être tombé à ce degré d'avilissement ?

Or, le Turc a de la dignité, de l'amour-propre. Il est d'une grande et haute capacité. Pour une telle nation, mieux vaut périr que de vivre esclave. Donc, ou l'indépendance, ou la mort. Ce devait être le mot d'ordre de ceux qui voulaient le véritable salut de la patrie.

Discours de Mustafa Kemal, Président de la République turque, 1927.

Doc 5 p. 123 : La guerre et la fragilisation de l'Empire ottoman

Le succès de cette révolte¹ [...] est aussi la résultante de la fragilisation de l'équilibre impérial ottoman [...]. Trois événements mettent un terme à la fidélité à l'ottomanisme dans les provinces arabes. Ils se succèdent dans les années 1915-1916. Le génocide des Arméniens en premier lieu, qui donne lieu à un afflux de réfugiés dans l'ensemble de la région et à l'installation d'une partie des survivants dans des villes comme Alep, Beyrouth ou Jérusalem. La famine au Liban, qui est à la fois causée par une invasion de sauterelles destructrices de récoltes et par la politique de réquisition orchestrée par le gouverneur ottoman Jamal Pacha. Enfin, la vague de pendaisons en place publique, démonstration violente de la répression politique [...]. Ces trois événements traumatiques ont chacun laissé une place dans la mémoire des habitants de la région. Ils mettent fin définitivement au long rêve de l'empire mosaïque et au mythe de la coexistence.

Leyla Dakhli, *Le Moyen-Orient. Fin XIX^e-XX^e siècle*, Le Seuil, 2016.

1. En 1916, une révolte arabe éclate, encouragée par la Grande-Bretagne en guerre contre l'Empire ottoman. L'Empire perd alors la quasi-totalité de ses provinces arabes.

Cours. La fin de l'Empire soviétique (p. 126-127)

Comment disparaît l'URSS et, avec elle, le système soviétique ?

I L'URSS, un empire à l'agonie

A - L'URSS et la guerre froide

Pendant plus de quarante ans, les relations internationales sont dominées par l'affrontement de l'URSS et des États-Unis, les deux superpuissances issues de la Seconde Guerre mondiale. Leur rivalité instaure un ordre bipolaire. L'URSS, qui a imposé des régimes communistes dans les pays à l'Est du rideau de fer (les démocraties populaires), cimente autour d'elle, dans le cadre du pacte de Varsovie, le bloc communiste contre l'impérialisme américain.

En 1979, l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS clôt une période de fragile détente avec les États-Unis et relance la guerre froide. L'intervention est largement condamnée par la communauté internationale. L'URSS, pour soutenir les communistes afghans, s'engage dans une guerre longue et acharnée qui mobilise jusqu'à 120 000 soldats et provoque jusqu'à 2 000 morts par an. L'armée soviétique ne parvient pas à mettre fin à la guérilla. Le retrait des troupes est décidé en 1988.

B - Le système soviétique dans l'impasse

À la fin des années 1980, la situation économique et sociale de l'URSS est catastrophique. Les besoins premiers de la société ont été négligés au profit de l'industrie lourde et de l'armée. Arrivé au pouvoir en 1985, Mikhaïl Gorbatchev entreprend de réformer le système. La perestroïka encourage l'esprit d'initiative et

lance une vague de réformes économiques et sociales. La glasnost doit permettre de dénoncer les déficiences soviétiques, tragiquement illustrées par la catastrophe nucléaire de Tchernobyl en 1986. Mais l'économie est déstabilisée, les prix explosent, ce qui accroît la colère.

La contestation est aussi vive dans certaines démocraties populaires. En Pologne, un vaste mouvement de grève s'accompagne de la création d'un syndicat indépendant du parti communiste, Solidarność. La répression dont il est victime achève de déconsidérer le régime communiste et son soutien, l'URSS.

II L'éclatement de l'URSS

A - L'Union en crise

La glasnost libère les revendications nationales dans les républiques soviétiques. Dès novembre 1988, l'Estonie, puis la Lituanie en mai 1989, affirment leur souveraineté. Le pouvoir central est également confronté aux troubles et violences qui éclatent entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie à propos du Haut-Karabakh et entre la Géorgie et l'Abkhazie.

Confrontée aux tensions internes et aux pays d'Europe centrale qui s'émancipent de la tutelle communiste, l'URSS ne parvient pas à enrayer un processus de dislocation. Au printemps 1990, tour à tour, plusieurs républiques soviétiques déclarent leur souveraineté et la Lituanie proclame son indépendance.

B - La fin de l'Union soviétique

Gorbatchev apparaît de plus en plus isolé et dépassé. Il est contesté à la fois par

ceux qui veulent aller plus loin dans les réformes et par ceux qui lui reprochent de détruire le système. En janvier 1991, il fait intervenir les troupes soviétiques à Vilnius (Lituanie) et Riga (Lettonie). En avril, la Géorgie proclame son indépendance. Les tensions sont à leur comble après l'élection du libéral et réformateur Boris Eltsine à la présidence de la Russie. En août, les franges les plus conservatrices du parti communiste tentent un putsch. C'est un échec, mais Gorbatchev en sort décrédibilisé et affaibli.

L'ensemble des quinze républiques qui composaient l'URSS accède à l'indépendance. Boris Eltsine décide de suspendre sur tout le territoire russe les activités du PCUS (Parti communiste de l'Union soviétique). Le 8 décembre 1991, la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine fondent, par l'accord de Minsk, la CEI (Communauté des États indépendants) et déclarent que l'URSS est dissoute. Le 25 décembre, Gorbatchev annonce sa démission. L'URSS a cessé d'exister.

III De l'URSS à la Russie, une transition difficile

A - L'héritage soviétique

Avec l'URSS, c'est le monde bipolaire de la guerre froide qui disparaît. La Russie devient la seule héritière de l'URSS, dont elle récupère le siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Un accord signé en avril 1992 avec le Kazakhstan, l'Ukraine et la Biélorussie lui permet aussi de conserver l'arsenal nucléaire. Reste que la puissance russe n'est plus celle de l'URSS. Les effectifs militaires sont divisés par deux entre 1992 et 1996.

La Russie doit désormais repenser sa place dans le monde. Préoccupée par son

propre développement, elle souhaite toutefois constituer un espace de sécurité régional dans le cadre de la CEI. Son influence, matérialisée par l'ex-armée soviétique devenue l'armée russe, reste dominante sur ce qu'elle considère comme son « étranger proche ».

B - Les nouveaux contours du monde russe

Aux yeux des Russes, la disparition de l'URSS est aussi la fin d'un monde. L'ancien empire est traversé de multiples fractures. Aux pertes de territoires et aux tensions frontalières, comme avec les Pays baltes, s'ajoute la question du retour au pays de 25 millions de Russes qui résidaient dans les anciennes républiques soviétiques où ils formaient une minorité diversement appréciée.

La Russie se trouve également confrontée à des velléités séparatistes en son sein. Dans cet État composé d'une centaine de nationalités, la domination russe est source de crispations avec les minorités. L'éclatement soviétique libère ces tensions. La Tchétchénie déclare ainsi son indépendance en 1994. Pour éviter que d'autres territoires ne l'imitent, Moscou déclenche la guerre (1994-1996).

Cours. Les États issus de l'Empire soviétique : des trajectoires diverses depuis 1991 (p. 128-129)

Comment les États postsoviétiques cherchent-ils à s'émanciper de l'influence de la Russie, qui aspire à redevenir une puissance majeure ?

I La Russie en quête de puissance

A - Les années Eltsine : la Russie dans la tourmente

La fin de l'URSS engage la Russie dans une transition politique et économique. Le nouvel État rompt avec l'autoritarisme soviétique, opère une transition démocratique et tente de passer d'une économie planifiée à l'économie de marché. Ces bouleversements suscitent des résistances. En conflit avec le Parlement, contre lequel il lance l'armée, Eltsine fait adopter par référendum une constitution qui dote la Russie d'un régime présidentiel (1993). La démocratisation reste fragile et la réélection d'Eltsine en 1996 est entachée d'irrégularités.

Pour les Russes, ces années sont terribles. La « thérapie de choc » (désengagement de l'État, libéralisation des prix) provoque une hyperinflation, une brutale récession et la disparition des protections sociales. Alors que le PIB diminue de moitié entre 1991 et 1998, la misère se développe et l'espérance de vie baisse dans une société minée par les pratiques mafieuses et la corruption.

B - La Russie de Poutine : un retour à l'ordre ?

Vladimir Poutine veut incarner le renouveau. Pourtant, lorsqu'il arrive au pouvoir fin 1999, le pays est en profonde crise politique et morale. Sa reprise en main s'articule

autour de deux projets : la « dictature de la loi » et la « verticale du pouvoir ». Il renforce l'exécutif, l'arsenal législatif, puis réaffirme le pouvoir de l'État central sur les régions et le contrôle sur l'économie. Le régime poutinien est à la fois fondé sur le suffrage universel et l'autoritarisme d'un président fort.

La reprise économique permet de retrouver une forme de stabilité. L'économie russe reste toutefois dépendante des rentes que lui apporte la vente d'hydrocarbures (gaz, pétrole), et sa géographie s'organise autour d'« archipels » productifs isolés. Le développement d'une classe moyenne ne peut masquer la persistance d'une forte pauvreté, ni une croissance économique quasi nulle depuis 2014.

II Les nouvelles ambitions russes

A - La Russie et son « étranger proche »

À l'échelle de son voisinage et de l'Arctique, la Russie défend ses intérêts géostratégiques. Elle cherche à reconstituer son emprise et contrôler les routes des hydrocarbures. Mais en 2003-2004, les accents pro-européens des révolutions colorées et l'élargissement de l'UE et de l'OTAN à l'Europe centrale et aux Pays baltes sont vécus comme une inquiétante ingérence occidentale.

La Russie n'entend pas renoncer à son influence. En août 2008, elle intervient militairement en Géorgie et attise les tensions séparatistes pour maintenir sa prééminence. En 2014, suite à la révolution ukrainienne et à la chute du président pro-russe Ianoukovitch, elle envoie ses troupes dans la région ukrainienne du Donbass et annexe illégalement la Crimée.

B - La Russie sur la scène internationale

La Russie cherche également à se positionner dans le jeu international. Elle cherche à peser diplomatiquement et à exercer son influence culturelle (cyberpropagande, défense proclamée des valeurs conservatrices). L'annexion de la Crimée et l'intervention dans la guerre en Syrie à partir de 2015 sont autant de démonstrations de force. Mais la Russie s'est isolée et n'a pas encore véritablement les moyens d'être une grande puissance.

Prenant ses distances avec l'Occident, la Russie se positionne de plus en plus comme une puissance eurasiatique. Elle défend par exemple des intérêts communs avec la Chine (Organisation de coopération de Shanghai). Poutine relance en 2011 le projet d'une Union eurasiatique (UEA) qui entre en vigueur début 2015. Mais cette union, sur le modèle de l'Union européenne, ne fonctionne pas encore véritablement dans les faits.

III Les États postsoviétiques dans l'ombre de la Russie

A - Des pays aux contours incertains

À leur indépendance, les nouveaux États issus des républiques soviétiques sont en quête d'identité. La Biélorussie n'a pas de passé souverain. Dans le Caucase, fracturé par les conflits séparatistes, ou en Ukraine, les États sont le résultat de multiples brassages de population au cours de l'histoire des empires russes et soviétiques.

Les républiques d'Asie centrale sont devenues indépendantes dans des frontières créées par la Russie et l'URSS. Ces frontières, dont les infrastructures ne tenaient pas compte, étaient inadaptées à la complexe géographie des populations.

Les indépendances, complexifiées par la présence d'importantes communautés russes, sont difficiles et engendrent parfois des guerres civiles comme au Tadjikistan.

B - Entre émancipation et dépendance

Les trois pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), annexés par Staline, considèrent leur intégration à l'URSS comme une période d'occupation. La rupture avec le passé soviétique est nette et rapide : ils se tournent vers l'Union européenne (2004), dont ils adoptent les standards de démocraties libérales. Les révolutions colorées en Géorgie et Ukraine expriment cette même volonté de prise de distance avec la Russie.

L'indépendance exige également l'autonomie d'économies jadis dirigées par Moscou. Mais les réformes et progrès se heurtent à la forte dépendance énergétique à l'égard de la Russie, laquelle n'hésite pas à utiliser l'arme du gaz et du pétrole comme moyen de pression. La richesse du sous-sol d'Asie centrale fait de cette région un enjeu entre grandes puissances. Si l'influence russe reste forte, elle n'y est plus exclusive : le Kazakhstan et le Turkménistan se tournent par exemple désormais vers la Chine.

Jalon. Une puissance qui se reconstruit après l'éclatement d'un empire : la Russie depuis 1991 (p. 130-131)

Après la chute de l'URSS, la Russie, principale héritière de l'Union soviétique, confrontée à de nombreuses difficultés, doit s'adapter au nouvel ordre mondial. Aujourd'hui, elle semble s'affirmer comme une puissance en plein renouveau. Pourtant, sa stabilité interne reste fragile et, en dépit de succès stratégiques, la Russie est diplomatiquement isolée.

Comment la Russie s'efforce-t-elle de redevenir une grande puissance en capacité d'exercer une influence régionale et mondiale ?

Doc 4 p. 131 : De l'impuissance à la puissance : les défis de la Russie

À partir du moment où le pays retrouve les moyens financiers qui lui ont fait défaut au cours des années 1990, [l'économie] est de plus en plus mise au service de son ambition politique. L'énergie l'est tout particulièrement, l'État se dotant des moyens de pouvoir l'utiliser comme « un instrument de politique extérieure » [...]. La Russie a dans ce domaine de formidables atouts. Riche en matières premières de toutes sortes, elle est une puissance énergétique de premier plan [...]. La place considérable des hydrocarbures dans son économie (dans son PIB, dans ses exportations, dans les revenus de l'État, etc.) est une source de vulnérabilités. Pour que sa croissance se maintienne, la Russie doit redéfinir sa stratégie, diversifier son économie, l'ouvrir sur le monde extérieur (son adhésion à l'OMC en 2012 est de ce point de vue un signe positif), investir massivement dans ses infrastructures, relancer l'innovation. [...] Mais atteindre [l'objectif de devenir la 5^e économie mondiale] suppose entre autres une amélioration du climat d'investissement, une modernisation du tissu productif et une adhésion de la population aux intentions annoncées par le pouvoir [...]. Or l'action entreprise ne convainc pas [...]. Et jusqu'ici, elle n'a pas permis à l'économie russe de combler le retard, en particulier technologique, dont elle souffre par rapport aux économies occidentales.

Anne de Tinguay, « Russie : le syndrome de la puissance », Ceriscope
Puissance, Sciences Po-CERI, 2013 [en ligne].

Points de vue. Assiste-t-on aujourd'hui à un retour de l'impérialisme russe ? (p. 132-133)

Doc 1 p. 132 : La Russie de retour sur la scène internationale

[La Russie] apparaît conquérante, et même menaçante [...]. Loin d'être une « superpuissance », disposant de moyens nettement moins importants que ceux des États-Unis ou de la Chine, la Russie semble pourtant omniprésente sur la scène internationale : opérations militaires en Syrie, « cyberattaques » supposées lors des dernières élections américaines, organisation de grands événements sportifs comme les championnats du monde de football en 2018 [...]. Le succès de l'action internationale de la Russie est justement d'avoir su démultiplier la visibilité de ses instruments de puissance (armée, économie, innovation, sport, etc.), grâce notamment à une stratégie très cohérente.

Kévin Limonier, « La Russie. Une puissance en renouveau ? », La Documentation photographique, n° 8126, novembre-décembre 2018.

Doc 3 p. 133 : Les démonstrations de force de la Russie

Qu'est-ce que l'intervention en Syrie a apporté à la Russie ?

[...] L'un des objectifs énoncés était de combattre le terrorisme. Sur cette question, la Russie a une conception à l'opposé de celle des Américains¹. [...] Ensuite, il y avait l'idée de modifier, par cette intervention au Moyen-Orient, le cadre des relations de la Russie avec l'Occident – et c'est ce qui s'est passé. [...] La Syrie [...] est centrale, donc cela aide Moscou à regagner une position centrale dans les relations internationales. Une troisième raison, si l'on veut être cynique, était de tester et de montrer les capacités militaires russes. Même en Russie, pas mal de gens ont été surpris par la performance des forces russes. [...]

Comment la place de la Russie dans le monde a-t-elle évolué depuis 2012, lorsque Vladimir Poutine a entamé son troisième mandat ?

[...] Jusqu'à 2013, le sentiment général était que d'une manière ou d'une autre la Russie ferait partie de la grande Europe. Ce n'est plus le cas, et c'est un défi important. D'un autre côté, la Russie est maintenant perçue comme un acteur beaucoup plus sérieux qu'avant. Que cela plaise ou non, la capacité à recourir à la force est un atout important.

Fiodor Loukianov, « La place de la Russie dans le monde reste incertaine », propos recueillis par Sylvie Kauffmann, Le Monde [en ligne], 23 mars 2016.

1. Engagée aux côtés du régime de Bachar el-Assad, la Russie a en réalité concentré ses frappes aériennes contre les zones rebelles au régime.

Doc 5 p. 133 : La Russie en Ukraine, au mépris du droit international

Dans cette guerre qu'il a déclenchée, le Kremlin a violé les traités internationaux par lesquels la Russie s'engageait à respecter l'intégrité territoriale et les frontières de l'Ukraine [...]. En août 2008, même Vladimir Poutine affirmait encore que la Crimée n'était pas « un territoire disputé » et que la Russie avait « reconnu depuis longtemps les frontières de l'Ukraine actuelle ». C'est donc la parole des autorités russes qui se trouve, de nouveau, décrédibilisée. Tout cela est connu, et le tandem franco-allemand tente, depuis plusieurs mois, de faire cesser cette guerre, dite hybride, qui a causé plus de dix mille morts, des milliers d'orphelins et des centaines de milliers de réfugiés. Mais ce qui sidère aujourd'hui encore, c'est l'obstination de certains Occidentaux qui continuent de nier l'implication de la Russie. [...] Certes, la Russie qui ne se résume pas au Kremlin est un grand pays. [...] La Russie est aussi un pays en pleine dérive autoritaire, corrompu comme jamais, qui tente de dissimuler une crise identitaire profonde en terrorisant ses voisins. Elle y réussit : en Ukraine, dans les Pays baltes, en Géorgie, même en Biélorussie et au Kazakhstan, on craint, à tort ou à raison, une expédition militaire russe [...]. Le tout avec l'accord tacite d'Occidentaux paralysés.

Tribune de Cécile Vaissié, « Ukraine. Et le droit international ? »,

Ouest-France [en ligne], 21 juillet 2017.